



Centrale d'achats des Crous

Règlement de consultation- AMO technique, juridique et financière d'accompagnement de la passation du marché de gros équipements de cuisine.

Règlement de la consultation - Appel d'offres ouvert n°2026001.

Date et heure de remise des offres :
Le 02/ 03 /2026 à 12h00



Table des matières

Article 1. Identification du pouvoir adjudicateur	4
Article 1.1. Identification du pouvoir adjudicateur	4
Article 2. Objet de la consultation	4
Article 2.1. Objet du marché.....	4
Article 2.2. Nomenclature des prestations - Classification CPV	5
Article 2.3. Procédure de passation	5
Article 2.4. Forme juridique	5
Article 3. Caractéristiques du marché.....	6
Article 3.1. Caractéristiques de l'accord-cadre	6
Article 3.2. Forme de l'accord-cadre.....	6
Article 3.3. Montant de l'accord-cadre	6
Article 3. 4. Allotissement	6
Article 3.5. Durée de l'accord-cadre	7
Article 4. Déroulement de la consultation	7
Article 4.1. Délai de validité des offres	7
Article 4.2. Date limite de réception des candidatures et des offres	7
Article 4.3. Variantes.....	7
Article 4.4. Conditions particulières d'exécution	7
Article 4.5. Contenu du dossier de consultation	7
Article 4.6. Mode de règlement du marché et conditions de financement.....	8
Article 4.7. Demandes de renseignements complémentaires	8
Article 4.8. Modification du dossier de consultation	9
Article 5. Conditions d'obtention du dossier de consultation des entreprises	9
Article 6. Présentation des candidatures et des offres	10
Article 6.1. Renseignements relatifs à la candidature.....	10
Article 6.2. Situation propre des opérateurs économiques	10
Article 6.3. Sous-traitance.....	11
La sous-traitance est autorisée. Elle est régie par les articles L.2193-1 à L.2193-3 et R.2193-1 et suivants du Code de la commande publique, ainsi que par la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.	11
Article 6.4. Capacité économique et technique	11
Article 6.5. Autres documents	11



Article 6.7. Renseignements relatifs à l'offre	12
Article 6.8. Le mémoire technique.....	12
Article 6.9. Le cas du groupement d'opérateurs économiques	12
Article 6.10. Pièces à produire pour l'attribution du marché au candidat	13
Article 7. Conditions d'envoi et remise des offres	13
Article 7.1. Dépôt des candidatures et des offres.....	13
Article 7.1. Présentation des dossiers et format des fichiers	14
Article 7.2. Horodatage.....	14
Article 7.5. Signature des offres déposées sous format dématérialisé	15
Article 7.4. Antivirus.....	15
Article 8. Critères d'attribution et méthode de notation.....	15
Article 9. Attribution du marché.....	15
Article 9.1. Vérification des interdictions de soumissionner : transmission des moyens de preuve .	16
9.2. Mise au point	16
Article 10. Dispositions concernant les candidats établis dans un État membre de l'union européenne	17
Article 11. Procédure de recours	17



Article 1. Identification du pouvoir adjudicateur

Article 1.1. Identification du pouvoir adjudicateur

L'acheteur public est la Centrale d'achats des Crous, représentée par son directeur général, Madame Marjorie BRETTELLE, nommé par le pouvoir adjudicateur en la personne de la Présidente du Centre national des œuvres universitaires et scolaires, Madame Bénédicte DURAND.

En application de l'article R. 822-3 du Code de l'éducation tel que modifié par l'article 1er du décret du 29 juillet 2016 relatif aux missions et à l'organisation des œuvres universitaires, le centre national des œuvres universitaires et sociales (CNOUS), établissement public à caractère administratif, a décidé, dans les conditions prévues par la réglementation des marchés publics, de constituer une Centrale d'achats chargée de passer des marchés publics, conclure des accords-cadres ou acquérir des fournitures ou services pour le compte des centres régionaux, des établissements d'enseignement supérieur, des organismes de recherche et des autres organismes publics accueillant des publics pouvant bénéficier des prestations et services fournis par le réseau tel que défini à l'article R. 822-1 du Code de l'éducation.

Les statuts de la Centrale d'achats ont été votés lors du Conseil d'Administration du CNOUS du 09 février 2017.

La Centrale d'achats des Crous obéit par ailleurs aux dispositions prévues par les articles L. 2113-2 à L. 2113-5 du Code de la commande publique.

La procédure prévue par la présente consultation est dématérialisée.

Représentant du pouvoir adjudicateur :

La Présidente du Centre national des œuvres universitaires et scolaires, Madame Bénédicte DURAND et, par délégation, la Directrice Générale de la Centrale d'achats, Madame Marjorie BRETTELLE.

Article 2. Objet de la consultation

Article 2.1. Objet du marché

Le présent accord-cadre a pour objet des prestations d'assistance à la maîtrise d'ouvrage (AMO) concernant des prestations de conseils et d'expertise relatives à la mise en place d'un marché de renouvellement de gros équipements de cuisine pour la Centrale d'achats.

L'accord-cadre porte sur des prestations de services.

Cet accord-cadre met à disposition de la Centrale d'achats, des prestations d'expertise indépendantes en matière de restauration collective.

Ces prestations d'accompagnement permettent aux adhérents de mener à bien dans les meilleures conditions de coût, de délai et de qualité les différents projets d'installations des différentes typologies d'équipements concernées par le futur marché de gros équipements de cuisine.



A cet effet, la conduite de la mission devra être comme suit :

- ❖ Une définition de l'allotissement (exemple : chaud horizontale /verticale) ;
- ❖ Mettre à disposition les moyens humains et techniques notamment afin d'établir un sourcing opérationnel, nécessaires à la réalisation de la mission (prise de contact avec chacun des 23 CROUS, déplacements sur sites ciblés permettant un recensement global au plus près de l'état actuel du parc) ;
- ❖ Organiser et animer les temps d'échange sous forme de présentation et de rendus, relatifs aux avancées liées au sourcing ou à la rédaction des pièces du dossier de consultation des entreprises ;
- ❖ Respecter le planning prévisionnel qui demeure restreint.

Article 2.2. Nomenclature des prestations - Classification CPV

La classification CPV de l'accord-cadre est la suivante :

Classification principale
79140000-7 - Services de conseils et d'information juridiques
79412000-5 - Services de conseil en gestion financière
71356300-1 - Services d'appui technique
39222000-4 : Fourniture pour la restauration
39220000-0 : Equipement de cuisine, articles de maison, articles ménagers et fourniture de restauration

Article 2.3. Procédure de passation

Conformément à l'article L2124-1 et R2124-1 du code de la commande publique, l'accord-cadre est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert, dites « formalisée ». Par conséquent, la Centrale d'achats doit définir strictement les modalités de passation du présent accord-cadre.

Article 2.4. Forme juridique

Le marché sera attribué à un prestataire unique ou à un groupement solidaire de prestataires.



Article 3. Caractéristiques du marché

Article 3.1. Caractéristiques de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est un accord-cadre de fournitures et services.

Article 3.2. Forme de l'accord-cadre

Conformément à l'article L.2125-1 du Code de la commande publique, le présent marché est passé sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire et homogène.

L'accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles. Il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique.

Les bons de commande sont des documents écrits adressés au titulaire qui précisent celles des prestations, décrites dans l'accord-cadre, dont l'exécution est demandée et en déterminent la quantité.

L'émission des bons de commande s'effectue sans négociation ni remise en concurrence préalable des titulaires, selon des modalités prévues par l'accord-cadre.

Article 3.3. Montant de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu avec un montant maximum et sans montant minimum. Le montant maximum comprend, sur la durée totale du marché, toutes les tranches optionnelles et reconductions comprises.

Montant maximum annuel € HT
250 000€

A titre indicatif et non contractuel, le montant estimatif annuel des dépenses est de :

Montant estimatif annuel € HT
140 000€

Article 3. 4. Allotissement

Ce marché n'est pas alloti au sens de l'article L2113-10 du code de la commande publique, puisque l'ensemble des prestations visées constituent, en tant qu'AMO, un projet homogène et global justifiant d'un besoin de ne pas être séparé en plusieurs prestations distinctes.



Article 3.5. Durée de l'accord-cadre

La tranche ferme du marché est conclue pour une durée de 12 mois à compter de sa date de notification, ou jusqu'au parfait achèvement des prestations si cette dernière est postérieure.

Trois tranches optionnelles de suivi d'exécution, d'une durée de douze mois chacune, pourront être retenues par le pouvoir adjudicateur.

Nota : le début d'exécution du marché de gros équipements de cuisine devra impérativement intervenir au plus tard le 1er avril 2027.

Article 4. Déroulement de la consultation

Article 4.1. Délai de validité des offres

Les offres sont valables 120 jours à compter de la date limite de remise des offres.

Article 4.2. Date limite de réception des candidatures et des offres

La date et l'heure limite de réception des candidatures et des offres est indiquée en page de garde.

Article 4.3. Variantes

Les concurrents doivent présenter une offre entièrement conforme au dossier de consultation (solution de base). Les variantes à l'initiative des candidats ne sont pas autorisées. L'accord-cadre ne comporte pas de variantes à l'initiative de l'acheteur.

Article 4.4. Conditions particulières d'exécution

Cette consultation ne comporte aucune des conditions particulières d'exécution visées par l'article R2113- 8 du code de la commande publique. Aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprises ou d'établissements visés par les articles L2113-12 et 13 du code de la commande publique.

Article 4.5. Contenu du dossier de consultation

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, l'accord-cadre est constitué par les pièces contractuelles énumérées ci-dessous, par ordre de priorité décroissant.

- ❖ L'acte d'engagement ATTRI1, transmis par la Centrale d'achats à l'opérateur économique ou au groupement d'opérateurs économiques auquel il a été envisagé d'attribuer l'accord-cadre et son annexe financière :
 - L'annexe 1 : La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F) ;
- ❖ Le cahier des clauses particulières (CCP) ;



- ❖ Les bons de commande passés par la Centrale d'achats ;
- ❖ Le cas échéant les actes spéciaux de sous-traitance ;
- ❖ Un éventuel mémoire technique du titulaire fourni en complément.

Pièce générale :

- ❖ Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 1er avril 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés de fournitures courantes et de services ;

Seuls les originaux de ces documents conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur font foi.

Le titulaire ne pourra pas se prévaloir d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous les textes administratifs nationaux ou locaux et, d'une manière générale, de tout texte et de toute réglementation intéressant son activité pour l'exécution du marché.

Toute clause portée dans le(s) catalogue(s), tarif(s) ou documentation quelconque du titulaire et contraire aux dispositions des pièces constitutives du marché est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

Article 4.6. Mode de règlement du marché et conditions de financement

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours. Les paiements sont réalisés par l'agent comptable du CNOUS. Le financement est assuré par les ressources propres du CNOUS.

Article 4.7. Demandes de renseignements complémentaires

Pour obtenir tout renseignement complémentaire qui leur serait nécessaire au cours de leur étude, les candidats privilégieront la plateforme <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Afin de maintenir une stricte égalité entre les candidats tout au long de la procédure, il ne sera pas répondu par téléphone ou par courriel aux questions posées par les candidats.

Les réponses aux questions posées par un candidat seront communiquées à tous les candidats.

Les renseignements complémentaires seront envoyés aux candidats qui les demandent en temps utile, au plus tard **6 (six) jours** avant la date limite fixée pour la réception des offres. Aussi, les candidats pourront transmettre leurs questions **8 (huit) jours** avant la date limite fixée pour la réception des offres dans les conditions prévues à l'article R.2151-4 du code de la commande publique.

Les renseignements complémentaires transiteront uniquement par le site dématérialisé : <https://www.marches-publics.gouv.fr>



Article 4.8. Modification du dossier de consultation

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres des modifications de détail au dossier de consultation. Les modifications ne pourront être communiquées qu'aux candidats dûment identifiés lors du retrait du dossier.

Afin que l'ensemble des candidats aient le même degré d'information, il est fortement recommandé à ces derniers de s'identifier, lors du retrait du dossier de candidature.

Les offres sont transmises en une seule fois. Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue dans le délai fixé pour la remise des offres.

Dans l'hypothèse où la date de remise des offres initialement fixée ne permet pas la modification ou la transmission des offres dans le délai imparti, cette date sera reportée par le pouvoir adjudicateur. Les candidats identifiés sont informés du report de la date limite de remise des plis. La disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Les modifications du dossier de consultation se feront par voie dématérialisée, via le profil acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Article 5. Conditions d'obtention du dossier de consultation des entreprises

Les documents de la consultation ainsi que les documents et renseignements complémentaires seront mis à la disposition des opérateurs économiques sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr>, conformément à l'article R. 2132-4 du code de la commande publique.

Afin de décompresser et pouvoir lire les documents mis en ligne par le pouvoir adjudicateur, les candidats doivent notamment disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants : zip, rtf, doc, xls, pdf, dwg, dxf. En cas d'incompatibilité, les candidats sont invités à se rapprocher de la cellule nationale des achats.

Lors du téléchargement du DCE, il est vivement recommandé aux candidats de s'inscrire en indiquant un nom, une adresse électronique, ainsi que le nom d'un correspondant afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la consultation.

Il est rappelé aux candidats que le téléchargement anonyme ne donne pas droit aux notifications des informations complémentaires mentionnées ci-dessus, ni celles relatives aux éventuelles modifications du DCE.

Les prérequis techniques, les conditions générales d'utilisation ainsi que le manuel d'utilisation sont disponibles sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de remise des offres est repoussée, les dispositions précédentes sont applicables en fonction de cette nouvelle date.



Article 6. Présentation des candidatures et des offres

Article 6.1. Renseignements relatifs à la candidature

Conformément aux dispositions de l'article R.2143-4 du code de la commande publique, les candidats peuvent présenter leur candidature sous la forme d'un document unique de marché européen.

Par ailleurs, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le pli du candidat toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Article 6.2. Situation propre des opérateurs économiques

Conformément à l'article R2143-3 du code de la commande publique, chaque opérateur, qu'il réponde seul ou dans le cadre d'un groupement, doit fournir :

- ❖ Une lettre de candidature (formulaire DC1), ou une déclaration sur l'honneur justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas visés par les articles-L 2141 du CCP
- ❖ Une déclaration du candidat individuel ou membre du groupement (formulaire DC2) ;
- ❖ Un pouvoir ou d'une délégation au nom du signataire lorsqu'il n'est pas habilité à engager l'entreprise ;

Les formulaires DC1, DC2 sont accessibles à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>.

Par ailleurs, les opérateurs économiques pourront, dans les conditions de articles R 2142-19 à R 2142-27 présenter leur candidature ou leur offre sous forme de groupement conjoint ou solidaire. La composition du groupement ne pourra pas être modifiée entre la date de remise des offres et la date de signature de l'accord cadre.

En cas de groupement conjoint, le mandataire qui se verrait attribuer l'accord-cadre sera solidaire, pour son exécution, de chacun des membres du groupement pour les obligations contractuelles qui leur incomberaient.

En cas de constitution de groupement solidaire ou de groupement conjoint, un seul pli est déposé, dont le dossier de candidature comprend obligatoirement :

- ❖ Un document unique et signé de l'ensemble des membres du groupement, mentionnant au moins l'identité des membres du groupement, la forme du groupement (groupement conjoint ou groupement solidaire), et l'étendue du mandat conféré au mandataire par ses cotraitants dans le cadre de l'accord cadre ;
- ❖ Pour chacun des membres du groupement, un dossier comprenant les documents et renseignements généralement exigés des candidats dans le présent règlement.



En cas de groupement, l'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières du groupement au regard des renseignements demandés dans le présent règlement, se fera de manière globale. Le groupement peut donc présenter les garanties financières, techniques et professionnelles de chacun de ses membres, ou de certains de ses membres.

Les opérateurs économiques ont la possibilité de présenter pour l'accord-cadre plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels ou de membres d'un ou plusieurs groupements.

Article 6.3. Sous-traitance

La sous-traitance est autorisée. Elle est régie par les articles L.2193-1 à L.2193-3 et R.2193-1 et suivants du Code de la commande publique, ainsi que par la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Le titulaire du marché demeure pleinement responsable de l'exécution des prestations, y compris celles confiées à des sous-traitants.

Tout recours à la sous-traitance est subordonné à l'acceptation du sous-traitant et à l'agrément de ses conditions de paiement par le pouvoir adjudicateur. Le candidat devra fournir un formulaire DC4 dûment complété, lors de la remise de l'offre ou en cours d'exécution du marché.

Les formulaires DC4 sont accessibles à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/les-formulaires-de-declaration-du-candidat>

Article 6.4. Capacité économique et technique

Chaque opérateur économique, qu'il réponde seul ou dans le cadre d'un groupement, doit fournir :

- ❖ Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global réalisé au cours des trois dernières années ;
- ❖ Une liste des principales fournitures et services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date, et le destinataire.

Article 6.5. Autres documents

Il est demandé aux candidats de fournir une copie de l'attestation d'assurance de responsabilité civile en cours.



Article 6.7. Renseignements relatifs à l'offre

L'offre du candidat comprend les éléments suivants :

- ❖ L'acte d'engagement (ATTRI1) complété et ses annexes complétées :
 - La DPGF ;
 - Le mémoire technique.

- ❖ Un Relevé d'Identité Bancaire ou Postal, ou équivalent.

En vertu de l'article R.2152-1 du code de la commande publique, les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables sont éliminées.

Est considérée comme :

- inappropriée, une offre qui apporte une réponse sans rapport avec le besoin du pouvoir adjudicateur et qui peut en conséquence être assimilée à une absence d'offre ;
- irrégulière, une offre qui est incomplète ou ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation ;
- inacceptable, une offre dont les conditions d'exécution méconnaissent la législation en vigueur ou lorsque les crédits alloués au marché ne permettent pas au pouvoir adjudicateur de la financer.

Toutefois, l'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et que cette régularisation n'ait pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres (article R2152-2 du code de la commande publique).

L'acheteur peut demander aux soumissionnaires de préciser la teneur de leur offre. Cette demande ne peut aboutir ni à une négociation ni à une modification de l'offre.

Article 6.8. Le mémoire technique

Le mémoire technique constitue l'offre technique du candidat ou du groupement. Le mémoire doit être complet et rédigé de manière à répondre spécifiquement aux besoins exprimés et aux résultats attendus.

Son niveau de qualité, la pertinence de la réponse au regard des besoins propres aux structures et fonctionnement de la Centrale, ainsi que la cohérence des informations transmises constituent des éléments déterminants dans l'analyse de l'offre.

Article 6.9. Le cas du groupement d'opérateurs économiques

Les candidats peuvent se présenter seuls ou sous forme de groupement conjoint ou solidaire.

La composition du groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché.



En cas de constitution de groupement conjoint ou solidaire, un seul pli est déposé et l'appréciation de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, des capacités économiques et financières et des capacités techniques et professionnelles du groupement est effectué de manière globale.

Article 6.10. Pièces à produire pour l'attribution du marché au candidat

Le candidat retenu pour être titulaire doit fournir au pouvoir adjudicateur dans un délai ne pouvant excéder deux jours ouvrés à compter de la demande du représentant du pouvoir adjudicateur, et conformément aux dispositions de l'article R.2143-11 et aux dispositions de l'article D. 8222-5, D. 8222-7 et D. 8222-8 du Code du travail, les documents suivants :

- ❖ Une attestation de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales datant de moins de six mois ;
- ❖ Les attestations et certificats délivrés par les administrations et les organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ;
- ❖ Lorsque le candidat emploie des salariés étrangers, une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10 à L. 1221-12, L. 3243-1, L. 3243-2 et L. 3243-4 et R. 3243-1 à R. 3243-5.
- ❖ Le candidat retenu, pour être titulaire, doit aussi fournir, dans les mêmes délais :
 - Un relevé d'identité bancaire, postal ou de caisse d'épargne ;
 - Une attestation d'assurance civile et professionnelle en cours de validité.

En l'absence de production de ces pièces dans le délai indiqué, le marché ne pourra lui être attribué. Ainsi le marché sera attribué au candidat suivant dans l'ordre du classement des offres.

Article 7. Conditions d'envoi et remise des offres

Pour cette consultation, seuls sont autorisés les dépôts électroniques.

Article 7.1. Dépôt des candidatures et des offres

Le dépôt électronique des plis s'effectue exclusivement sur le site (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les candidats trouveront sur le site www.marches-publics.gouv.fr un « guide utilisateur » téléchargeable qui précise les conditions d'utilisations de la plate-forme des achats de l'État, notamment les prérequis techniques et certificats électroniques nécessaires au dépôt d'une offre dématérialisée.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat. Les candidats sont invités à tester la configuration de leur poste de travail et répondre à une consultation test, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique.

Ils disposent sur le site d'une aide qui expose le mode opératoire relatif au dépôt des plis électroniques.

Plusieurs documents et informations sont disponibles à la rubrique « aide » de la plate-forme :



- ❖ Manuel d'utilisation afin de faciliter le maniement de la plate-forme ;
- ❖ Assistance téléphonique ;
- ❖ Module d'autoformation à destination des candidats ;
- ❖ Foire aux questions ;
- ❖ Outils informatiques.

Les candidats ont la possibilité de poser des questions sur les documents de la consultation.

Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un message indique au candidat que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception lui est adressé par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue à l'acheteur. L'opérateur économique doit s'assurer que les messages envoyés par la Plate-forme des achats de l'État (PLACE) notamment, nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr, ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

Article 7.1. Présentation des dossiers et format des fichiers

Pour garantir au mieux le bon déroulement de cette procédure dématérialisée, le soumissionnaire est invité à tenir compte des indications suivantes, afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation :

- ❖ Présenter l'offre sous des formats compatibles avec ceux utilisés par la personne publique, par précaution, utilisé les formats des documents du DCE ;
- ❖ Renseigner, lors du téléchargement du DCE les rubriques suivantes :
 - Le nom du soumissionnaire
 - L'adresse électronique
 - Le nom d'un correspondant.

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt , .ods, .odp, ainsi que les formats d'image jpg, png et de documents html.

Le candidat ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- Formats exécutables, .exe, .com, .scr, etc. ;
- Macros ;
- ActiveX, Applets, scripts, etc.

Article 7.2. Horodatage

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. Tout dossier dont le dépôt se termine après la date et l'heure limite est considéré comme hors délai. En cas d'indisponibilité de la plate-forme empêchant la remise des plis dans les délais fixés par la consultation, la date et l'heure de remise des offres peuvent être modifiées.



Article 7.5. Signature des offres déposées sous format dématérialisé

Les candidats qui souhaitent signer électroniquement doivent disposer d'un certificat de signature électronique répondant à la réglementation eIDAS et à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique.

Cette signature électronique est le seul moyen de prouver l'intégrité, l'identité et l'engagement du candidat. Le certificat électronique est nominatif et rattaché au signataire. La personne qui signe doit avoir le pouvoir d'engager la société. En conséquence, le titulaire du certificat, doit être le représentant légal de la société (gérant, président, etc..) ou disposer d'un pouvoir (à joindre dans le dossier de candidature) l'autorisant à signer.

Article 7.4. Antivirus

Les candidats doivent s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en sont avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

Article 8. Critères d'attribution et méthode de notation

Le jugement est effectué dans les conditions prévues à l'article R.2152-7 du code de la commande publique.

Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables, sont éliminées.

Toutefois, l'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et que cette régularisation n'ait pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

L'acheteur peut demander aux soumissionnaires de préciser la teneur de leur offre. Cette demande ne peut ni aboutir à une négociation ni à une modification de l'offre.

L'accord-cadre sera attribué au regard des critères de notation, présent en annexe 1 du présent RC.

Article 9. Attribution du marché

Le marché est attribué au soumissionnaire dont l'offre est la mieux classée, au regard des critères d'attribution énumérés à l'article 8 du présent règlement de la consultation.

Les soumissionnaires évincés sont informés du rejet de leur offre dans les conditions fixées à l'article R.2181 du code de la commande publique.



Article 9.1. Vérification des interdictions de soumissionner : transmission des moyens de preuve

Conformément aux dispositions des articles R2143-13 et R2143-14 du code de la commande publique, le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché n'est pas tenu de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

En cas d'impossibilité de se procurer les documents justificatifs directement auprès des administrations ou organismes, l'acheteur en demande communication au candidat.

Le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché fournit dans un délai de 4 jours ouvrables les documents suivants :

- ❖ L'acte d'engagement (ATTR1), à compléter et à signer électroniquement, le cas échéant par tous les membres du groupement d'opérateurs économiques ;
- ❖ Le pouvoir du ou des signataires d'engager la personne qu'il représente (titulaire individuel ou groupement d'opérateurs économiques) ;
- ❖ Le ou les relevés d'identité bancaires ;
- ❖ En cas de redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés ;

Si le candidat retenu ne peut produire les justificatifs mentionnés ci-dessus dans le délai imparti, son offre sera rejetée.

Dans ce cas la Centrale adressera la même demande au candidat classé deuxième, dans le classement des offres.

La Centrale d'achats se réserve le droit, à tout moment, de ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général. Les candidats en seront avisés.

9.2. Mise au point

Il pourra être demandé au soumissionnaire retenu de procéder à une mise au point des composantes du marché public.

Cette demande ne peut avoir pour objet de modifier des éléments substantiels de l'offre ou du marché public.



Article 10. Dispositions concernant les candidats établis dans un État membre de l'union européenne

Toutes les pièces et correspondances relatives au présent marché devront être rédigés en langue française exclusivement.

Les candidats établis dans un état membre de l'Union Européenne autre que la France, devront produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine.

Pour les impôts, taxes et cotisations sociales pour lesquels il n'est pas délivré de certificat, ils produiront une attestation sur l'honneur dûment datée et signée. En outre, ils devront fournir une lettre, personnelle ou circulaire, émanant d'une autorité administrative de leur pays et indiquant qu'un tel certificat n'est pas délivré.

Article 11. Procédure de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Cergy Pontoise
2-4 boulevard de l'Hautil
BP 30322
95027 Cergy-Pontoise cedex
Téléphone : 01 30 17 34 00
Télécopie : 01 30 17 34 59
Courriel : greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Cergy Pontoise
2-4 boulevard de l'Hautil
BP 30322
95027 Cergy-Pontoise cedex
Téléphone : 01 30 17 34 00
Télécopie : 01 30 17 34 59
Courriel : greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr